



ASSEMBLÉE DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

**Groupe TAVINI HUIRAATIRA**

*Assemblée de Polynésie*



**QUESTION ÉCRITE AU GOUVERNEMENT**

**M<sup>me</sup> Éliane TEVAHITUA**

*Représentante à l'assemblée de Polynésie française*

N° 136/GTH/CAB/ET/et  
Taraho'i, le 30 août 2021.

À

**Monsieur Édouard FRITCH**  
**Président de la Polynésie française**

**Objet** : gestion de la pandémie sanitaire liée à la COVID-19 dans notre Pays

**Monsieur le Président,**

Chaque jour, les Polynésiens assistent impuissants au décompte du nombre de morts ayant succombé au variant delta de la COVID 19.

Chaque jour, les autorités sanitaires égrènent les statistiques macabres qui affectent notre Pays. Ces chiffres relayés sur les plateaux des journaux de télévision des grandes chaînes nationales françaises et américaines donnent la nausée.

Avec près de 20 morts quotidiens (l'équivalent de 6000 décès par jour rapportés à la population de France métropolitaine), un taux d'incidence et de circulation du virus effroyable de l'ordre de 3000 cas infectés pour 100 000 habitants polynésiens, notre Pays enregistre désormais les pires statistiques à l'échelle mondiale.

Cette situation de sidération à laquelle nous sommes tous confrontés, depuis quelques semaines déjà, témoigne en réalité de votre incapacité notoire à gérer cette crise qui échappe désormais à tout contrôle. Vos récents appels désespérés au jeûne, vos incantations à la prière ne sont que l'illustration de votre impuissance face à une situation qui vous dépasse, dont vous êtes en très grande partie responsable.

Monsieur le Président, en faisant le choix d'ouvrir nos frontières aux touristes, aux agents fonctionnaires d'Etat et à leurs familles, mutés potentiellement infectés, vous avez cédé à la facilité de privilégier l'économie et le profit au détriment des vies des Polynésiens. En cela, vous avez commis non seulement une faute politique mais morale, celle de choisir le profit et l'argent au détriment de la Vie sacrée.

Passée cette situation de stupéfaction, il vous appartient de vous ressaisir et prendre les mesures qui s'imposent pour juguler dans les meilleurs délais cette situation insoutenable.

La plus urgente et vitale consiste à exiger de l'État français dans les plus brefs délais la mobilisation des ressources humaines et financières nécessaires à la prise en charge des patients polynésiens, c'est bien peu de chose lorsqu'on sait le lourd tribut que le Peuple Polynésien a dû payer pour faire de la France une grande puissance nucléaire. Le service de santé des armées doit être mobilisé urgemment pour mettre en place des unités mobiles de campagne opérationnelles dans des conditions dégradées comme celles que nous rencontrons actuellement.

Sauf à considérer que nous sommes une nouvelle fois des citoyens français de seconde catégorie rien ne doit s'opposer à ce que l'État français mobilise tous les moyens nécessaires à la prise en charge des Polynésiens et mobilise les ressources financières afférentes.

La deuxième consiste à l'instar de la Nouvelle-Calédonie, pourtant collectivité d'Outre-mer, et de la Nouvelle-Zélande qui ont fait un choix diamétralement opposé au vôtre, à sanctuariser leurs frontières pour protéger leur population. Il faut Monsieur le Président, fermer nos frontières et assurer un contrôle strict et intransigeant des individus ayant vocation à entrer sur notre territoire. Les précédentes déconvenues ont montré le laxisme dont ont fait preuve les autorités de l'Etat en matière de contrôle.

Face au constat du fiasco dans la gestion de la rentrée scolaire qui n'aura duré qu'une semaine suffisamment pour faciliter la circulation du virus auprès des plus jeunes et de leurs parents, il conviendra de repousser le retour à l'école, d'assurer un dépistage systématique des enfants à leur retour en classe et d'isolement des enfants testés positifs.

Ces mesures d'urgence nécessaires et vitales pour tenter d'enrayer cette situation ne doivent pas faire oublier d'autres actions de fond, celles-là qui nécessitent des actions énergiques du Président en exercice dont vous êtes. La lutte contre l'obésité, le diabète, l'alcoolisme et les maladies chroniques dont souffre plus de la moitié de notre population. Cela n'est pas du ressort de Dieu ou des prières mais de l'homme politique en responsabilité que vous avez choisi d'être.

Je terminerais mon propos en soumettant à votre réflexion cette parole biblique emplie de sagesse : Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.



**M<sup>me</sup> Éliane TEVAHITUA**